

LEGUIDE.COM

SOCIÉTÉ ANONYME À CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU CAPITAL DE 1 816 147 EUROS

SIÈGE SOCIAL : 12 RUE GODOT DE MAUROY
75009 PARIS

425 085 875 R.C.S. PARIS

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE : PREMIER SEMESTRE 2015

Lors de sa réunion en date du 30 juillet 2015, le conseil d'administration a examiné et arrêté les comptes semestriels de la société LeGuide.com (la "Société"), de ses filiales et les comptes semestriels consolidés du groupe LeGuide.com (le "Groupe") au 30 juin 2015.

Le présent rapport d'activité semestriel a été établi par le conseil d'administration afin de présenter l'activité du Groupe au cours du 1er semestre 2015.

Les principales options comptables retenues pour l'arrêté ont fait l'objet de discussions avec les organes consultatifs (conseil d'administration) et tiers concernés (commissaires aux comptes), et d'un examen limité des états financiers, le rapport semestriel du commissaire aux comptes n'étant pas requis pour les sociétés cotées sur Alternext.

Ils ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable, et en observant les principes de prudence et de sincérité. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent sur la même période.

En application de l'article 4.2 des règles d'Alternext, le conseil d'administration a rendu public le présent rapport.

1. Activité et situation du Groupe au cours du premier semestre 2015 (comptes consolidés)

Le périmètre de consolidation comprend (i) la Société, société consolidante, (ii) la société GOOSTER (450 888 433 R.C.S. Paris), filiale détenue à 100% par la Société, (iii) la société Shopping Guide GmbH qui opère les actifs Ciao, et (iv) les sociétés suivantes constituant le groupe dooyoo : dooyoo GmbH détenue à 100% par la Société et dooyoo co.uk Ltd détenue à 100% par dooyoo GmbH.

L'activité du Groupe au cours du premier semestre 2015 a été la suivante :

	1^{er} semestre 2015 (en milliers d'euros)	1^{er} semestre 2014 (en milliers d'euros)
Chiffre d'affaires net	13.475	21.228
Résultat opérationnel	(1.779)	2.293
Résultat avant charges financières et impôts	(1.490)	2.514
Résultat financier	289	195
Résultat net consolidé	(1.528)	1.230

2. Evénements importants qui se sont déroulés au cours du premier semestre 2015 et leur incidence sur les comptes semestriels

Dans un contexte économique toujours difficile et marqué par une nouvelle baisse de trafic suite à la mise à jour Phantom 2 de l'algorithme de Google, le chiffre d'affaires du premier semestre 2015 s'établit à 13,5 M€, (contre 21,2 M€ en 2014) soit en recul de 7,7 M€.

L'activité s'analyse comme suit : après un premier trimestre en repli de 1 M€ (-30%), le second trimestre a connu une autre dégradation avec un recul de 0,7 M€ (-45%). Ces baisses résultent principalement des effets de Panda 4.1, non présents sur le premier semestre 2014, et des effets de Phantom 2 sur le second trimestre 2015.

La baisse de l'activité a mécaniquement pesé sur les résultats au premier semestre 2015. Avec un RESOP (résultat opérationnel) de (1,8) M€, le groupe est en recul de 4,1 M€ par rapport au premier semestre 2014, et de 2,5 M€ par rapport au second semestre 2014. Au cours du premier semestre 2015, le groupe a terminé la restructuration de ses activités allemandes et désormais Ciao est complètement opérée à partir du seul site de Paris. Les effets économiques de cette restructuration seront visibles à partir du second semestre 2015.

Le résultat avant impôts s'établit à (1,5) M€ et le résultat net part du groupe ressort à (1,5) M€.

Avec 28,4 M€ de capitaux propres, une trésorerie de 29,2 M€ au 30 juin 2015 et aucune dette financière, le Groupe LEGUIDE.COM bénéficie d'une situation financière solide.

Toujours pro actif dans la recherche d'amélioration des services apportés aux consommateurs, le Groupe LEGUIDE.COM a poursuivi sa politique offensive d'innovation en étoffant l'offre de services, notamment avec l'expérimentation d'un service de veille à destination des marchands. Concernant « Blacklist.me™ », le Groupe vient de passer le 100 000e blacklister. Après le succès de l'application Android lancée en Avril 2015, le Groupe prévoit le lancement cet été de l'application iOS.

Le Groupe a également poursuivi sa stratégie de diversification de sources de trafic au travers de nouveaux partenariats et a été choisi notamment par FirstOffer, Shopall, Pubtimizer et Ouest France pour leur fournir leurs résultats de recherche shopping.

Compte tenu des impacts significatifs sur son business model, le Groupe LEGUIDE.COM demeure très attentif aux discussions en cours à la Commission Européenne concernant le moteur de recherche Google. En outre, la procédure d'enquête de la Commission Européenne contre les abus de position dominante de Google est entrée dans une nouvelle phase : le 15 avril 2015, la Commissaire Européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager, a officiellement envoyé une communication de griefs visant spécifiquement les pratiques de Google dans le domaine des guides de shopping. Pour autant, la portée des remèdes définitifs reste à ce stade incertaine mais permet d'envisager un environnement concurrentiel plus sain.

3. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour le deuxième semestre 2015

Nous attirons votre attention sur les risques décrits ci-après. Ces risques sont susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du Groupe, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs ou prévisions) ou encore sur le cours de l'action. La description des risques ci-dessous n'est pas limitative. En outre, d'autres risques et incertitudes qui nous sont actuellement inconnus ou que nous pouvons aujourd'hui considérer comme mineurs pourraient dans le futur affecter de manière significative notre activité, notre situation financière, notre résultat net consolidé ou nos flux de trésorerie.

De nombreux risques décrits ci-dessous sont inhérents à la nature de nos activités et à l'environnement économique, concurrentiel et réglementaire dans lequel nous exerçons ces activités. Compte tenu des multiples éventualités et incertitudes liées à ces risques, la Direction n'est pas toujours en mesure d'en quantifier l'impact avec précision. LeGuide.com a mis en place des procédures et contrôles afin de surveiller et gérer les risques de façon permanente.

3.1. Risques liés au secteur d'activité

3.1.1. Sensibilité aux évolutions macroéconomiques

Le Groupe intervient principalement sur le marché du e-commerce, très sensible à l'évolution de la conjoncture économique. Malgré un contexte économique difficile sur ce secteur, la nécessité d'acquérir du trafic qualifié reste primordiale pour les marchands. Le groupe LeGuide considère que, sauf en cas de dégradation importante dans un pays majeur, la dispersion géographique de ses activités et son positionnement de leader devraient lui conférer une bonne capacité de résistance en cas de détérioration localisée de la conjoncture.

3.1.2. Saisonnalité du chiffre d'affaires et des résultats

L'activité du Groupe est soumise à de fortes variations saisonnières. Plus de 25% des revenus du Groupe sont générés pendant les périodes de soldes et de fêtes de fin d'année. Par conséquent, la survenance éventuelle d'un événement ou de conditions identifiées comme des facteurs de risques dans cette section qui se produiraient pendant la saison d'exploitation, en particulier pendant les mois de janvier, juillet ou décembre, pourrait avoir un effet négatif significatif sur les revenus et les flux de trésorerie. Cela a été le cas en début d'année 2015 suite aux attentats en France qui ont marqué la période des soldes.

3.1.3. Risque relatif au changement d'algorithmes de Google

La performance du référencement naturel des sites du Groupe est conditionnée par des critères définis par Google, non communiqués au public. Lors de la mise à jour Phantom 2 de l'algorithme de Google d'Avril 2015, le groupe LeGuide a subi une nouvelle baisse significative de sa visibilité, de ses revenus et donc de ses profits. Une nouvelle mise à jour de l'algorithme de Google pourrait altérer de nouveau significativement l'audience des sites du Groupe et dégrader ses indicateurs financiers (chiffre d'affaires, RESOP, flux de trésorerie).

3.1.4. Risque client

Le groupe sert un grand nombre de clients concentré sur un seul secteur d'activités et situés dans de nombreux pays (14). Les 10 premiers clients représentent 16% du chiffre d'affaires du Groupe du premier semestre 2015. Le client le plus important représente 6% du chiffre d'affaires du premier semestre 2015 du Groupe. Le grand nombre de petits clients, de surcroît disséminés en Europe, accentue le risque de non-recouvrement auquel le Groupe est exposé.

3.1.5. Risque concurrentiel

Le canal d'acquisition de trafic via les comparateurs de prix est caractérisé par un très fort niveau d'activité concurrentielle tant au niveau international qu'au niveau local, notamment depuis l'accroissement des services proposés par Google Shopping. Le groupe est également en concurrence avec d'autres acteurs tels que Twenga, Kelkoo, Idealo ou Trova Prezzi.

Ces acteurs, auxquels s'ajoutent notamment les sociétés qui ont développé des plateformes d'acquisition de trafic destinées aux e-commerçants, à l'instar de Criteo, cherchent à tirer avantage de leurs investissements technologiques et/ou commerciaux pour capter une partie accrue des achats marketing des e-commerçants. Cette pression concurrentielle constitue un risque sur le business model de LeGuide. Il en est de même pour les sociétés éditrices de services exploités sur les réseaux sociaux qui pourraient elles aussi renforcer les offres de service qu'elles proposent aux e-commerçants.

Afin de limiter le risque concurrentiel inhérent à son activité, dès lors que ce dernier n'est pas le résultat de pratiques non-concurrentielles, le groupe LeGuide s'efforce de développer une offre innovante, en élargissant les segments du marché sur lesquels il intervient, en restant à l'écoute des différentes opportunités d'acquisition et en veillant à s'adapter aux attentes des clients.

3.1.6. Risques liés à l'intégration des nouvelles acquisitions

Le Groupe pourrait envisager, dans le cadre de sa stratégie de croissance externe, de procéder à des acquisitions de sociétés, d'activités ou de technologies complémentaires afin de poursuivre le développement de ses activités, d'améliorer sa compétitivité sur son marché ou de pénétrer de nouveaux marchés. Le Groupe ne peut garantir que de telles opportunités d'acquisition se présenteront. Leur réalisation pourrait de surcroît se traduire par des difficultés d'intégration, mobiliser l'équipe dirigeante et la distraire de l'activité du Groupe ou impacter négativement les résultats financiers du Groupe et, ainsi, avoir un impact défavorable significatif sur le Groupe. Ces contraintes sont incluses dans la grille d'évaluation de l'intérêt potentiel des opportunités d'investissement.

3.1.7. Risques liés aux changements technologiques

Le Groupe exerce son activité sur un secteur très compétitif. Le maintien du succès du Groupe dépendra de sa capacité à maintenir et à améliorer l'efficacité et la fiabilité de ses services sur ses sites. Le Groupe pourrait éprouver des difficultés susceptibles de retarder ou d'empêcher la réussite du développement, de l'introduction ou de la commercialisation de nouveaux services et pourrait également devoir supporter des coûts supérieurs à ceux prévus si ses services et infrastructures avaient besoin d'être adaptés à ces changements à un rythme plus rapide. Afin de prévenir ce risque, le Groupe dédie des moyens importants à la recherche et développement comme expliqué à la section 5. «Activités en Matière de Recherche et Développement».

3.1.8. Risque lié aux systèmes d'information

L'activité du Groupe comporte une forte utilisation des systèmes d'information. Un dysfonctionnement des systèmes informatiques du Groupe pourrait ainsi avoir des conséquences négatives (indisponibilité des pages du site, problèmes de redirection vers les pages des marchands etc.). En pratique, le Groupe tend cependant à limiter ce risque par l'utilisation de systèmes et de logiciels standard du marché, qui sont répartis sur plusieurs sites et la mise en place de sauvegardes ou répliquions des bases de données clés. Même si le Groupe utilise des équipements de sécurité de premier plan, s'assure de la cohérence de ses infrastructures logicielles et matérielles, notamment au regard des risques d'intrusion, il ne peut garantir l'infailibilité de son système d'information.

3.1.9. Risque de notoriété

Compte tenu de sa présence internationale et de sa visibilité, le Groupe peut être exposé au risque d'attaques de diverses natures pouvant atteindre sa réputation, notamment à travers des moyens de communication tel qu'Internet ou les réseaux sociaux, et dont la survenance pourrait avoir un effet défavorable sur sa situation financière ou ses résultats. Afin de limiter ce risque, le Groupe entretient un dispositif de modération a posteriori des messages diffusés par les internautes sur ses pages et dispose d'une veille au sein de son service de communication.

3.2. Risque réglementaire

3.2.1. Risques liés à la réglementation applicable à l'activité

Les équipes du Groupe LeGuide ont une connaissance détaillée des réglementations applicables à l'activité des comparateurs de prix. Toutefois, il ne peut être certain que les procédures mises en place par les sociétés du Groupe prémunissent les sociétés de toutes éventuelles infractions à la réglementation applicable.

À l'avenir, LeGuide.com devrait voir ses obligations réglementaires précisées lors de la publication au cours du second semestre 2015 du décret Comparateurs introduit par la loi Hamon du 17 mars 2014.

3.2.2. Risques liés aux litiges en cours

Les procédures et litiges en cours sont détaillés à la section « Note 6.12 : Provisions » des annexes. LeGuide.com n'a connaissance d'aucun autre litige ou procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale à son encontre (ni d'aucune procédure en suspens dont LeGuide serait menacée) qui pourrait avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

3.2.3. Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux de change est liée à l'utilisation du dollar pour les dépenses de visibilité auprès de Google. Le Groupe recourt à un accord de couverture pour se prémunir des variations de change du dollar américain contre l'euro. Les variations de cours de cette monnaie ont un effet significatif sur la situation financière du Groupe et peuvent perturber la possibilité de comparer ses comptes d'un exercice à l'autre.

3.2.4. Assurances

Les sociétés du Groupe souscrivent localement aux assurances obligatoires et aux assurances d'usage dans chacun des pays où elles interviennent. Les sociétés du Groupe sont généralement couvertes, notamment dans les principaux pays, par des polices d'assurances responsabilité civile exploitation, responsabilité civile professionnelle, locaux, matériel informatique.

4. Evolution prévisible jusqu'à la clôture de l'exercice, soit jusqu'au 31 décembre 2015

LeGuide.com prévoit de poursuivre son développement en améliorant son offre de services à valeur ajoutée pour les internautes comme pour les e-commerçants. Le Groupe prévoit également la poursuite de son plan de redressement de ses activités. Le développement du trafic alternatif et le déploiement de nouvelles innovations demeureront les priorités du Groupe LeGuide pour le second semestre 2015.

Dans l'actuel contexte de marché non concurrentiel, et sous réserve de l'exécution du plan de redressement de son audience, le Groupe LeGuide n'entrevoit pas de retour à la croissance avant 2016.

5. Etat des principales transactions entre parties liées

La Société a signé avec la société Lagardère Publicité une convention de régie d'une durée initiale d'un (1) an, soit du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015 au soir, renouvelable tacitement par périodes successives d'un (1) an, à l'issue de cette période initiale.

Ladite convention, dûment autorisée par le Conseil d'administration du 22 janvier 2014, répondant toujours aux critères qui avaient conduit le Conseil à donner son accord, le Conseil d'administration a approuvé le maintien de l'autorisation antérieurement donnée.

6. Autres informations

PROJET D'OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT SUIVIE D'UN RETRAIT OBLIGATOIRE

La société Lagardère Active, détenant plus de 95% du capital et des droits de vote de la société LEGUIDE.COM SA, a décidé d'initier une offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire portant sur les actions LEGUIDE.COM SA non détenues par Lagardère Active, au prix de 32,50 euros par action (l'« Offre »).

Conformément à la réglementation applicable, le 24 juin 2015, le Conseil d'administration de LEGUIDE.COM SA a nommé le cabinet Ledouble en qualité d'expert indépendant afin de donner son appréciation sur le prix proposé. A l'issue de ses travaux, le cabinet Ledouble a confirmé que le prix offert de 32,50 euros par action était équitable d'un point de vue financier pour les actionnaires minoritaires de la société. ~~MA~~

Les membres du conseil d'administration de LEGUIDE.COM SA se sont réunis le 30 juillet 2015, afin, notamment, d'examiner le projet d'Offre initié par Lagardère Active et de rendre un avis motivé sur son intérêt et sur ses conséquences pour la Société, ses actionnaires et ses salariés. Le conseil d'administration, après avoir entendu et pris connaissance du rapport de l'expert indépendant, a décidé, à l'unanimité de ses membres, d'émettre un avis favorable à l'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire et de recommander à ses actionnaires d'apporter leurs actions à l'offre publique de retrait, étant précisé que les actions non apportées à l'Offre seraient en toute hypothèse transférées à Lagardère Active dans le cadre du retrait obligatoire qui suivra immédiatement l'offre .

Le projet de note d'information conjointe à Lagardère Active et à la Société sera déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 juillet 2015. Ce projet d'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire reste soumis à l'examen de l'Autorité des marchés financiers.

Paris, le 30 juillet 2015.



Le conseil d'administration
Représenté par Olivier SICHEL
Président du conseil d'administration